

# Partis politiques ontariens

## Réflexions sur leurs antécédents en matière de politiques

**Jordan Brennan, Ph. D.**

Économiste, Service de recherche

Conseil régional de l'Ontario

Les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2017



**UNIFOR**



# Aperçu de la présentation

## Trois partis politiques

- Nouveau Parti démocratique (NPD)
- Parti progressiste-conservateur (PC)
- Parti libéral de l'Ontario (PLO)

## Cinq premiers ministres

- Bob Rae (NPD), 1990-1995
- Mike Harris (PC), 1995-2002
- Ernie Eves (PC), 2002-2003
- Dalton McGuinty (PLO), 2003-2013
- Kathleen Wynne (PLO), 2013-2018

## Chronologie

- 1990-2018 (28 ans)

## Quatre domaines d'action

- Relations de travail
- Politique budgétaire et industrielle
- Hydro One
- Équité

A thick, red, three-dimensional ribbon graphic that curves from the top left towards the center of the slide.

Section 1

# Relations de travail



UNIFOR



# Relations de travail

À quel point les partis politiques sont-ils favorables aux travailleurs et aux syndicats?

- Réforme du **droit du travail** (*Loi sur les normes d'emploi, Loi sur les relations de travail*)
- **Législation du travail hostile**
  - Loi sur le retour au travail
  - Suspension des droits de négociation
  - Restriction de l'accès à la protection syndicale
- **Arrêts de travail** dans le secteur public (mouvements de grève)
- Rajustements du **salaire minimum**



# NPD : Réforme du droit du travail

## Modification de la *Loi sur les normes d'emploi*

- **Congé parental** (1990)
- Programme de protection des salaires des employés (1991)

## Refonte de la *Loi sur les relations de travail* (1992-1993)

- **Élargissement de la protection** : travailleurs domestiques, quelques professions
- **Audiences accélérées** pour les plaintes portant sur des sanctions disciplinaires ou des congédiements pendant une campagne de recrutement
- Interdiction d'avoir recours à des **briseurs de grève**



# NPD : Réforme du droit du travail (suite)

## Refonte de la *Loi sur les relations de travail* (suite)

- Les salariés obtiennent une **protection contre les congédiements sans motif valable** dans le cas d'une mesure disciplinaire imposée avant une première convention collective ou pendant une grève ou un lock-out.
- Les employeurs et les syndicats sont tenus de négocier un **plan d'adaptation** en cas de licenciements collectifs ou de fermeture d'une usine.
- À la suite d'une grève, les employeurs doivent **réintégrer** les employés dans leurs anciennes fonctions.



# NPD : Autres lois du travail

## *Loi sur le contrat social (1993)*

- La *Loi* visait à réaliser des économies de 2 milliards de dollars sur la masse salariale du secteur public (déficit de 12 milliards de dollars), sans mises à pied.
- Elle obligeait un grand nombre de fonctionnaires à prendre 12 jours de congé non payé (« **jours de Rae** »). Ceux qui gagnaient plus de 30 000 \$ par année étaient exemptés.
- Elle a ouvert les conventions collectives et **gelé les salaires** dans le secteur public.
- Elle a provoqué une fracture avec le mouvement syndical.

# PC : Relations de travail

Mike Harris : Réforme de la *Loi sur les relations de travail* (1995)

Il a annulé plusieurs réformes du NPD en apportant des modifications majeures :

- Il a remplacé l'accréditation syndicale fondée sur les cartes par le **scrutin secret**.
- Il a abrogé la loi interdisant le recours aux **briseurs de grève**, qui avait été adoptée par le NPD.
- Il a abaissé le seuil pour présenter une demande de **révocation d'accréditation**.
- Il a supprimé les **droits du successeur** pour les sociétés d'État (*lesquels ont été rétablis en 2006*).

# PC : Relations de travail

## Mike Harris : Réforme de la *Loi sur les relations de travail* (suite)

- Il a obligé les employeurs à afficher de l'information sur le processus de **révocation d'accréditation** (2000).
- Il a exigé la **divulgation des salaires** de tous les représentants et employés des syndicats (à partir de 100 000 \$).

## Mike Harris : Réforme de la *Loi sur les normes d'emploi* (1995)

- Il a décrété l'**interdiction générale**, pour les employés syndiqués, de déposer une **plainte en vertu de la *Loi sur les normes d'emploi*** (intégrée dans les conventions collectives).



## PC : Relations de travail

### Mike Harris : Examen de la *Loi sur les normes d'emploi* (2000-2001)

- Il a instauré des **périodes de repos** (tous les jours, entre les quarts de travail, etc.).
- Il a aussi instauré un **congé d'urgence personnelle**.
- Il a rallongé le **congé parental**.
- Il a renforcé les **mécanismes d'application de la loi**, notamment en haussant les amendes maximales applicables aux sociétés et les peines d'emprisonnement maximales.

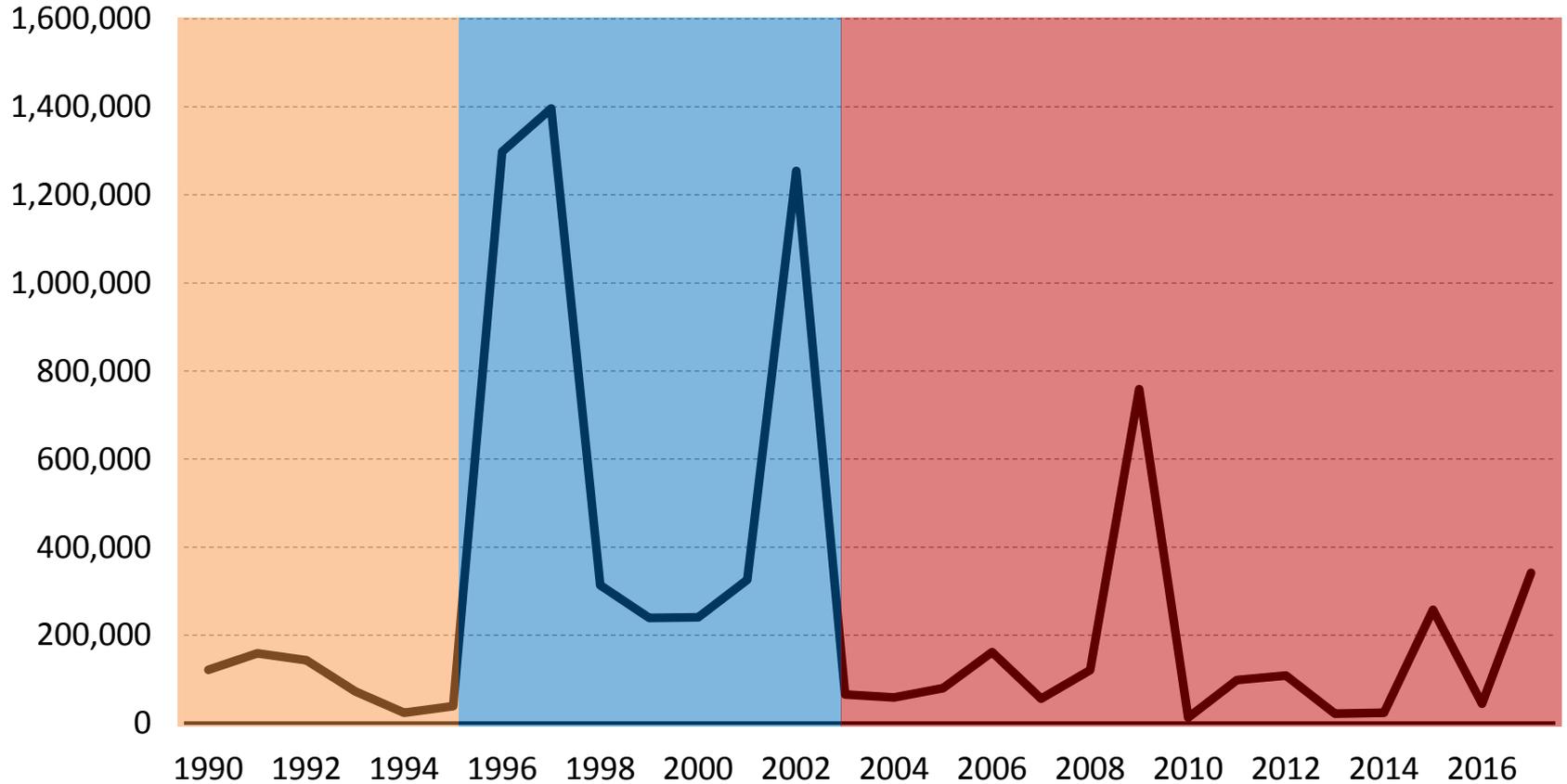
# PLO : Relations de travail

## Dalton McGuinty et Kathleen Wynne

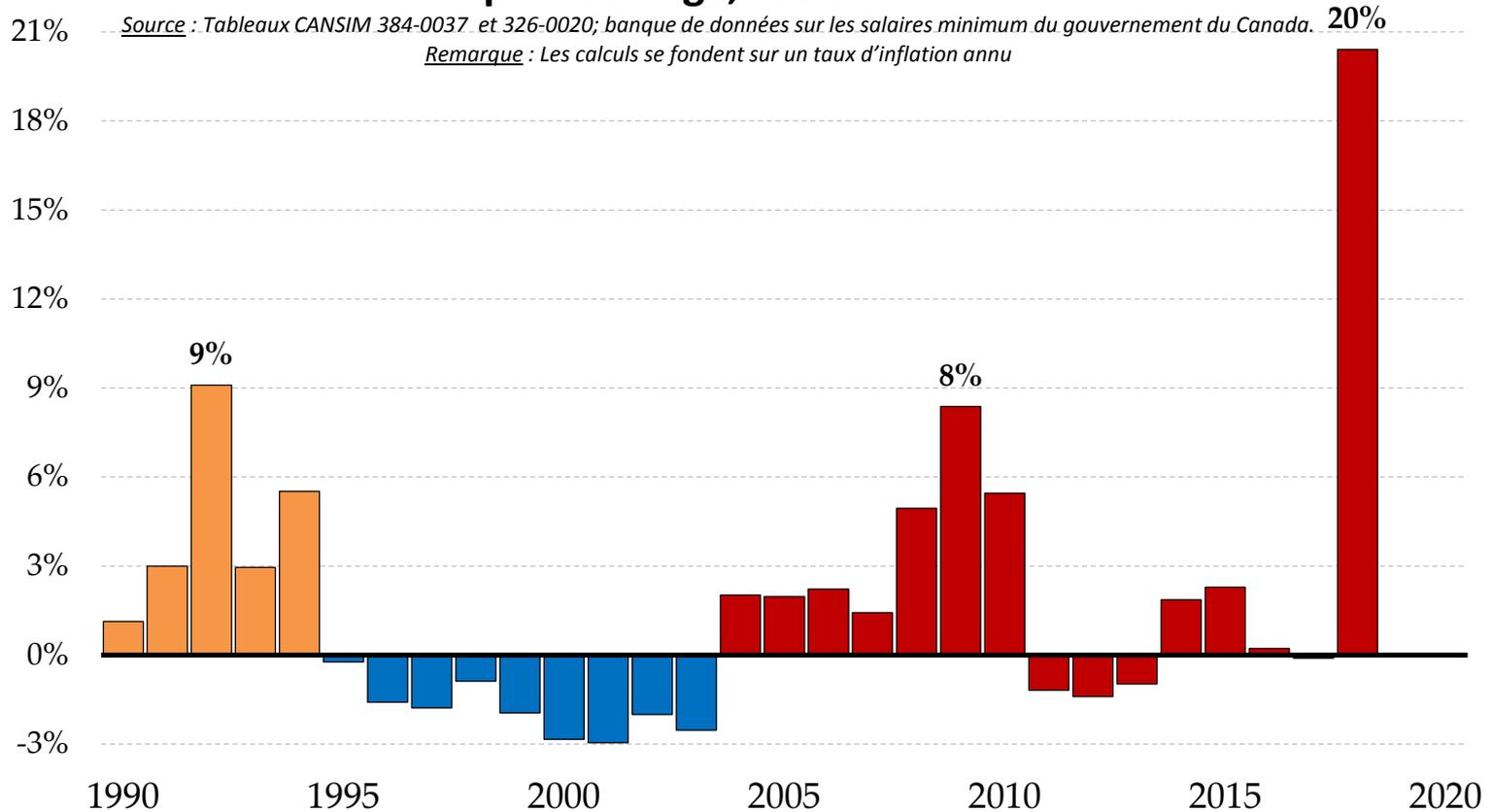
- Mise en place du **congé familial pour raison médicale** (2004)
- Amélioration des processus liés au **vol** et au **recouvrement des salaires** (2014-2015)
- Indexation du  **salaire minimum** à l'inflation (2015)
- Nouveaux **congés sans risque de perte d'emploi** (aidant naturel, enfant gravement malade, meurtre ou enlèvement d'un enfant)
- Abrogation de la disposition sur la **divulcation des salaires des représentants syndicaux** et de l'obligation pour les employeurs syndiqués d'afficher de l'information sur la révocation d'accréditation
- **Projet de loi 148** (à suivre)

# Intensité des grèves dans le secteur public ontarien, 1990-2016

*Remarque : Jours-personnes non travaillés. Source : Tableau CANSIM 278-0013.*



# Salaire minimum : Augmentation/diminution annuelle en pourcentage, 1990-2018



# Bilan en matière de relations de travail

Volet	NPD (1990-1995)	PC (1995-2003)	PLO (2003-2018)
Réforme du droit du travail	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Grèves dans le secteur public <i>Nombre moyen de jours de travail perdus par année</i>	93 000	575 000	147 000
Retour au travail/suspension des droits de négociation/restriction de la syndicalisation	6	16	5
Salaire minimum <i>Variation annuelle moyenne</i>	+ 4,3 %	- 1,9 %	+ 3,2 %

A decorative red ribbon graphic on the left side of the slide, curving from the top left towards the bottom left.

Section 2

# Politique budgétaire et industrielle



UNIFOR



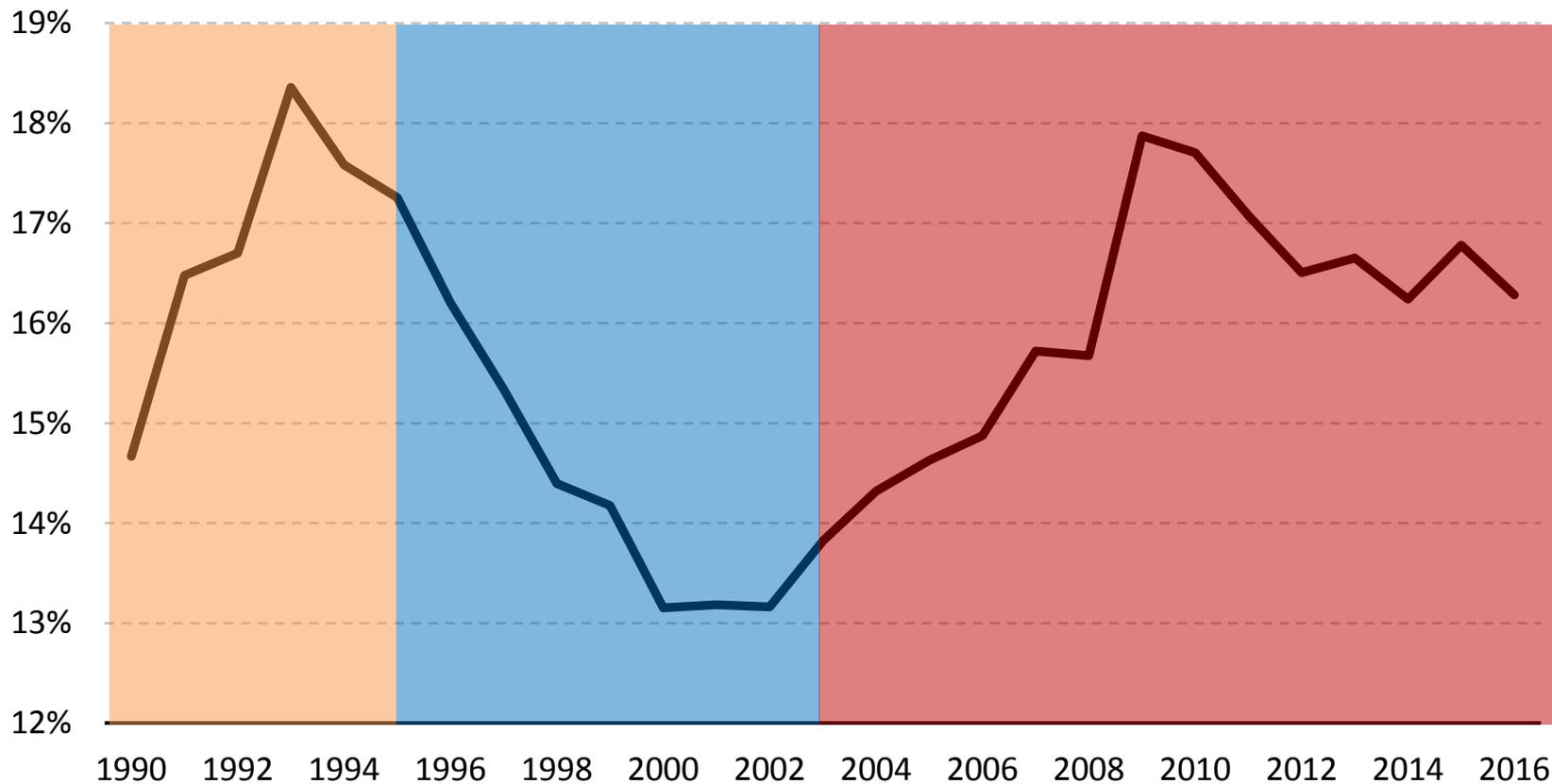
# Politique budgétaire et industrielle

## Comparaison des trois partis

- Impôts et dépenses
- Budget de 142 milliards de dollars
  - 82 % des dépenses de programme consacrées à 4 ministères
  - Santé : 44 %
  - Éducation : 21 %
  - Services communautaires et sociaux : 10 %
  - Enseignement supérieur et Formation professionnelle : 7 %

# Dépenses gouvernementales en pourcentage du PIB, 1990-2016

Source : Tableau 23 des Tableaux de référence financiers; tableau 9 des Comptes économiques de l'Ontario



# NPD : Politique budgétaire et industrielle

- « Relance » keynésienne pour contrecarrer la récession
- 82 milliards de dollars de **déficits** en 5 ans (en dollars courants)
  - Aide sociale, logement social, prestations pour enfants
  - Augmentation de l'impôt des personnes à revenu élevé
  - Diminution du taux d'imposition de 700 000 personnes à faible revenu
- **Boulot Ontario** (programme de création d'emplois)
- ***Loi sur les services de soins à domicile et les services communautaires*** (abrogée par le PC)
- **Sauvetage** d'Algoma Steel et de Spruce Falls



# PC : Politique budgétaire et industrielle

- « **Révolution du bon sens** » centrée sur de fortes compressions des dépenses, des réductions d'impôt et l'élimination du déficit budgétaire
- Réduction des taux d'**aide sociale** de 22 % (1995)
  - Diminution du nombre d'assistés sociaux (500 000)
- Réduction de l'**impôt sur le revenu** provincial de 30 %
- Instauration de l'**impôt équitable pour soins de santé**, applicable aux personnes à revenu élevé, pour compenser la hausse des coûts de santé
- Diminution des **dépenses en santé**, mise à pied de centaines d'infirmières et fermeture d'hôpitaux en vue d'équilibrer le budget

# PC : Politique budgétaire et industrielle (suite)

- Diminution du financement des projets d'**infrastructures** d'envergure (p. ex. ligne de métro Eglinton West à Toronto)
- **Privatisation** : Propositions pour Ontario Hydro, la LCBO et l'autoroute 407
- Transfert de l'**aide au revenu** aux villes
- Élimination des cours préuniversitaires de l'Ontario (**13<sup>e</sup> année**)
- Eau contaminée à l'E. Coli à **Walkerton** : sept décès. Privatisation des analyses d'eau en 1996.
  - La commission d'enquête publique a révélé que la déréglementation des analyses de la qualité de l'eau et les compressions au ministère de l'Environnement étaient des facteurs contributifs.

# Gouvernement libéral de McGuinty : Politique budgétaire et industrielle

**Quatre déficits** : Santé, éducation, infrastructures et finances

- **Santé** : Argent frais pour les hôpitaux (délais d'attente), vaccins gratuits pour les enfants, 100 000 nouvelles places en services de soins à domicile, hausse de l'aide sociale de 3 %, nouvel accord national sur la santé
- **Éducation** : « Investissement le plus important en éducation en 40 ans » (6,2 milliards de dollars), amélioration de l'accessibilité pour les étudiants à faible revenu
- **Infrastructures** : 1,2 milliard de dollars, expansion de la Commission de transport de Toronto et de GO Transit échelonnée sur 10 ans, création de 15 000 logements abordables
- Politique industrielle : Utilisation des droits tarifaires pour accroître la production d'énergie renouvelable et créer une industrie de l'énergie verte en Ontario par l'intermédiaire de la **Loi sur l'énergie verte** (2009)
- **Soutien à l'investissement** pour les fabricants d'automobiles à la suite de la grande récession

# Gouvernement libéral de Wynne : Politique budgétaire et industrielle

- **Rapport Drummond**, recommandation d'aller vers l'austérité (2012)
- **Stratégie d'emploi pour les jeunes** (295 millions de dollars)
- Investissement de 260 millions de dollars dans les services de **soins à domicile** pour les personnes âgées
- Augmentation de la **Prestation ontarienne pour enfants** de 20 % pour les familles à faible revenu
- Soutien à l'investissement pour Honda (86 millions de dollars), les trois géants de Detroit et Cisco
- **Déficit de 12,5 milliards de dollars** ciblant ce qui suit aux élections 2014 :
  - Augmentations de salaire pour les travailleurs offrant des soins à domicile et des services de garde, régime de retraite de l'Ontario, hausse des impôts des personnes à revenu élevé
- Programme d'investissement dans les **infrastructures** de 29 milliards de dollars (métro, transport ferroviaire, transport routier)
- **Plan d'action contre le changement climatique** (Western Climate Initiative – 2016)

# PC : Où le parti est-il rendu?

Tim Hudak

- Abolir la **formule Rand** (cotisations volontaires, obligation pour les syndicats de percevoir les cotisations, divulgation des recettes et des dépenses des syndicats)
- Licencier **100 000 fonctionnaires** et imposer un gel salarial
- Réduire drastiquement les **dépenses publiques**, faire passer le nombre de ministères de 24 à 16, diminuer les impôts des entreprises et des particuliers, supprimer les régimes à prestations déterminées
- **Privatiser** la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, mettre fin au monopole de Beer Store, explorer « toutes les options possibles » pour la LCBO
- Augmenter la **taille des classes**, reporter l'expansion de la maternelle à temps plein, éliminer progressivement 10 000 postes de personnel non enseignant, etc.
- Se retirer de la Western Climate Initiative (abolir le **mécanisme de plafonnement et d'échange**)
- *Une autre « révolution du bon sens »*

# PC : Où le parti est-il rendu?

## Patrick Brown et « la garantie aux gens »

- **Réduire l'impôt** de la classe moyenne, augmenter les dépenses de programme, faire un déficit temporaire avant l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Mais comment y parvenir?
- Abolir le **Plan d'action contre le changement climatique**, y compris le mécanisme de plafonnement et d'échange, et le remplacer par la taxe sur le carbone de Trudeau (4 milliards de dollars sur 4 ans)
- Reporter l'adoption du **salaire minimum** de 15 \$ (2022)
- Prendre de **nouvelles mesures de dépenses** : radier 75 % des frais de garde, créer 100 000 autres places en garderie, affecter 1,9 milliard de dollars à la santé mentale, débloquer des fonds pour l'autisme, rendre les soins dentaires gratuits pour les personnes âgées, octroyer 5 milliards de dollars pour les métros
- Il préconise les **réductions d'impôts** et la **déréglementation**, même s'il semble avoir l'intention de gouverner comme Wynne ou Trudeau.

# Bilan en matière de politique budgétaire et industrielle

Volet	NPD (1990-1995)	PC (1995-2003)	PLO (2003-2018)
Dépenses de programme <i>Variation annuelle moyenne en pourcentage par habitant</i>	+ 3,4 %	- 1,0 %	+ 2,1 %
Politique industrielle <i>Soutien à l'investissement</i>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Politique de l'austérité? <i>Réduction des dépenses publiques, déréglementation, privatisation</i>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> / <input checked="" type="checkbox"/>

A thick, red, three-dimensional ribbon graphic that curves from the top left towards the center of the page.

Section 3

# Hydro One/services publics



UNIFOR

# Hydro One : Chronologie

- Années 1990 : La centrale nucléaire de Darlington enregistre des dépassements de coûts, ce qui augmente son niveau d'endettement. Le gouvernement néo-démocrate de Rae intervient en **gelant les tarifs**.
- 1998-2000 : Hydro One fait l'acquisition de 88 services municipaux d'électricité.
- 1999 : L'**initiative de restructuration de Harris** dissocie la production (Ontario Power Generation) de la transmission et de la distribution (Hydro One) d'électricité et prépare la première émission d'actions.
- 2002 : Les **tarifs montent en flèche** après avoir été dégelés. Ernie Eves abandonne sa promesse de vendre Hydro One.
- 2015 : Wynne annonce la **privatisation** d'Hydro One pour réduire le déficit et financer les infrastructures. Le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario met en garde le gouvernement contre une « **détérioration des finances publiques** » (750 millions de dollars).
- 2017 : Le gouvernement procède à la troisième vente publique de valeurs (49,9 %).
- Positions des partis

A thick, red, three-dimensional ribbon graphic that curves from the top left towards the center of the page, creating a sense of depth and movement.

Section 4

# Équité



UNIFOR

# Le gouvernement néo-démocrate de RAE et l'équité

- Il a établi la **Commission de l'équité en matière d'emploi** (1991).
- Il a pratiqué une **discrimination positive** pour accroître le nombre de femmes, de personnes de couleur, d'Autochtones et de personnes ayant une incapacité dans le secteur public (1993).
- Le projet de loi 167 aurait conféré les mêmes avantages aux **couples de même sexe** (1994). (*Rejet tripartite*)
- Il a fait la promotion du **droit des Autochtones** à l'autonomie gouvernementale et de l'inclusion des droits des Autochtones dans les réformes constitutionnelles.
- Il a obligé les **services de police ontariens** à embaucher plus de femmes, de personnes ayant une incapacité, d'Autochtones et de minorités visibles.



# Les gouvernements progressistes- conservateurs de Harris et d'Eves et l'équité

- Harris s'est opposé aux mesures de **discrimination positive** de Rae.
- Harris a nommé plus de **femmes au poste de sous-ministre** que n'importe quel autre premier ministre de l'Ontario.
- La plateforme « La garantie aux gens » de Brown ne mentionne aucunement l'équité ou l'égalité.

# Les gouvernements libéraux de McGuinty et de Wynne et l'équité

- Inclusion des **couples de même sexe** dans la définition juridique du mariage (2005)
- Amélioration de l'**accessibilité à l'éducation supérieure** pour les étudiants à faible revenu grâce à un investissement public (2005)
- **Stratégie ontarienne de réduction de la pauvreté** (2008-)
- **Stratégie d'équité et d'éducation inclusive** (2009 – *projet de loi 13, 2012*)
- **Stratégie pour l'équité salariale entre les sexes** (2014-2015)
- **Gratuité scolaire pour les étudiants collégiaux et universitaires** à faible revenu (2016)
- Plan d'action sur l'**accessibilité** de l'Ontario (2016)
- Plan stratégique triennal de l'Ontario **contre le racisme** (2017)
- *Loi pour plus de sécurité en Ontario/Loi sur la surveillance des services policiers* (2017)

# Bilan en matière d'électricité et d'équité

Volet	NPD (1990-1995)	PC (1995-2003)	PLO (2003-2018)
Maintien de la propriété publique d'Hydro One	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Équité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>



# Sommaire

- Des différences claires distinguent les partis en ce qui concerne les grands enjeux stratégiques.
- On observe également un chevauchement considérable entre le NPD et le PLO dans certains dossiers et entre le PLO et le PC dans d'autres dossiers, selon le gouvernement au pouvoir à un moment donné.
- **Questions?**